

L'ÉDITO

Frédéric Soumois

« LE DOCTEUR NE PREND PLUS DE NOUVEAUX PATIENTS »

Ce vendredi, plus de 4.500 jeunes gens passeront l'examen de leur vie. Pile, ils pourront accéder aux études de médecine. Face, ils ne pourront même pas assister aux cours. Officiellement, il s'agit d'un examen qui vérifie l'acquisition de bases minimales pour avoir quelque chance de succès en fin de première. Officieusement, il s'agit en fait de limiter le nombre de futurs médecins diplômés, en estimant que si on en forme davantage, on gaspillerait l'argent de la Sécu en actes inutiles. Et on mettrait en danger la survie d'une sécurité sociale menacée par les coupes claires des budgets. En 2023, l'année où ils seront diplômés docteurs, 1.445 numéros Inami seront délivrés, dont 607 francophones seulement. Si ce chiffre était suffisant pour assurer un accès dans un délai raisonnable à un médecin et forger une politique de soins de santé qui puisse répondre aux besoins, ce contingent serait un moindre mal. Mais notre enquête établit clairement que ce ne sera pas le cas. A politique inchangée, on perdra l'équivalent de la moitié des généralistes francophones à l'horizon de 20 ans, d'après les chiffres mêmes des experts de la Commission de planification. Cette pénurie, comme le renard aux dents jaunes, peut échapper au regard si on est dans le déni. Mais si on prend le temps d'écouter la parole des patients, elle montre son museau quasi partout.

**Notre enquête prouve
que la pénurie s'étend
en ruralité comme en ville**

Sur le terrain, les généralistes

doivent restreindre leurs visites à domicile aux patients sans aucune mobilité, voire les supprimer. Chaque fois qu'un médecin part à la retraite, ses patients doivent se mettre en recherche d'un nouveau praticien, souvent

en vain : « *Le docteur ne prend plus de nouveaux patients* » est la phrase que les patients en déshérence entendent le plus ces derniers mois.

Notre enquête prouve que ces taches de pénurie s'étendent partout, en ruralité comme en ville. Arrivera-t-on à la situation nord-américaine, où le « médecin de famille » a carrément disparu ? Certaines solutions existent, mais aucune ne fait l'impasse de la formation d'un nombre suffisant de médecins du cru. Ou faut-il se résigner à importer cyniquement des diplômés du Maghreb ou des pays de l'Est, à forcer ces médecins à l'exil parce que nous avons voulu à tout prix créer une pénurie absurde ?

Absurde parce que face au déni de soins, les patients surchargeront demain davantage les services d'urgence.

Absurde parce qu'il n'a pas été prouvé que la demande de soins peut être induite par l'offre.

Absurde, parce que le dépistage et la prise en charge du malade chronique ne peut se faire avec une médecine de proximité éreintée, surchargée, exsangue.

Absurde parce qu'en agissant ainsi, le pouvoir affiche un irrespect profond pour la vocation de jeunes talents qui, un jour, auraient pu nous sauver la vie. Un expert disait récemment : « *Le numerus clausus est un non-sens dans un contexte mondial de pénurie du personnel de santé et dans un système ouvert.* » S'il le fallait, notre enquête démontre qu'il a entièrement raison. Et qu'on tuera vendredi quelques centaines de vocations dans l'œuf au nom d'un dogme. Aux dents jaunes.